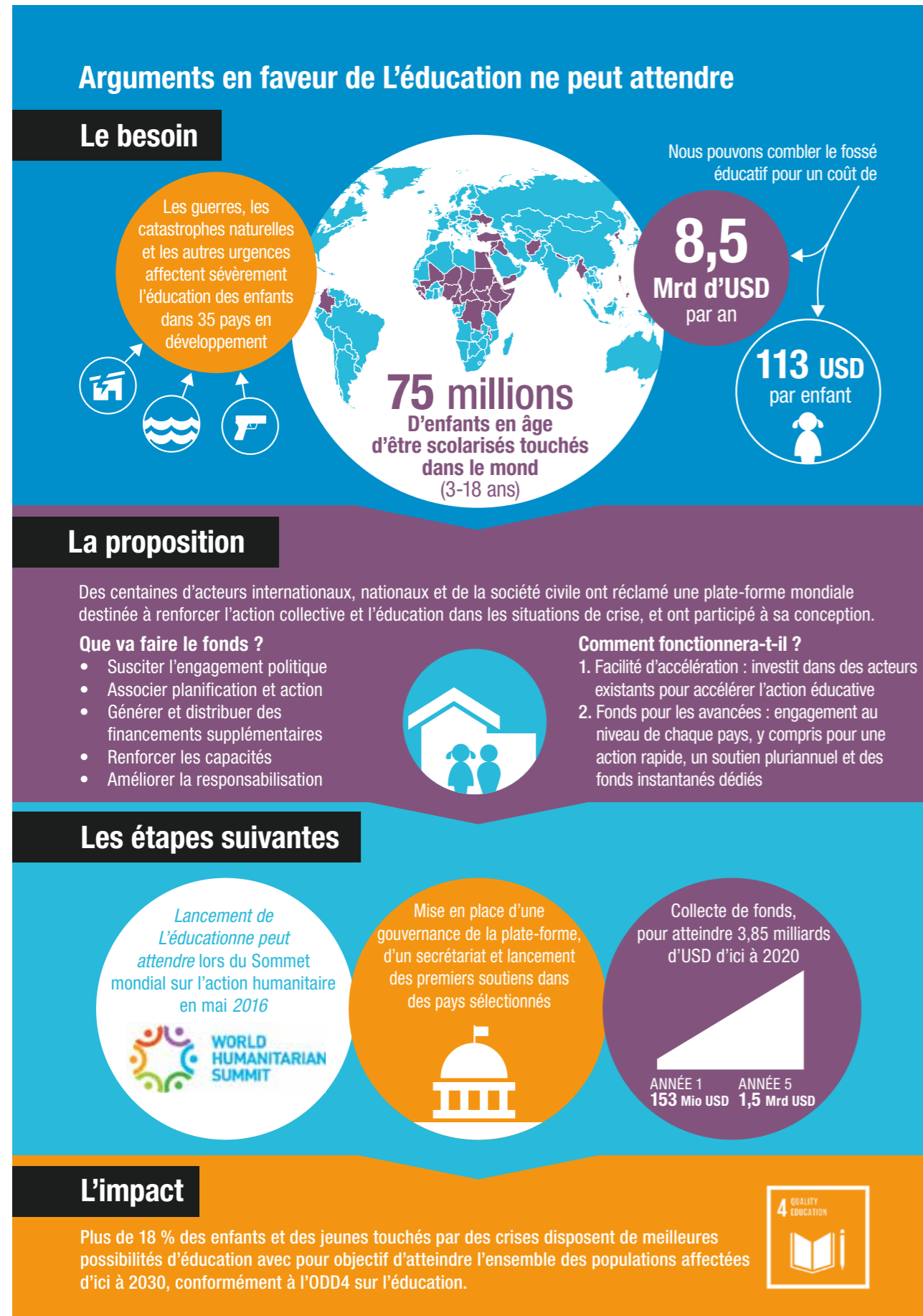


L'ÉDUCATION NE PEUT ATTENDRE

Un fonds pour l'éducation dans
les situations d'urgence

JUSTIFICATION DE L'INVESTISSEMENT



En raison du nombre croissant de conflits, de catastrophes naturelles et d'autres crises, 75 millions d'enfants et de jeunes en âge d'être scolarisés, notamment des filles, ont désespérément besoin d'un soutien éducatif¹.

NOTRE VISION

Créer un monde où aucun enfant ni aucun jeune ne verra son éducation interrompue par une situation d'urgence ou une crise

LE PROBLÈME

Lorsqu'un conflit ou une crise survient, les besoins éducatifs des enfants et des jeunes sont souvent la dernière des préoccupations, loin derrière l'accès à l'alimentation, à l'eau, à un abri et à la sécurité.

Dans 35 pays affectés par des urgences et des crises prolongées, 75 millions d'enfants et de jeunes ont besoin d'un soutien éducatif. Toutefois, la scolarisation de 37 millions d'enfants est en péril en raison d'un manque de financement ahurissant s'élevant chaque année à 8,5 milliards de dollars. Si rien ne change, d'autres courent le risque de voir leur éducation interrompue. Nous ne parviendrons pas à atteindre les objectifs de développement durable sans fournir une éducation dans les contextes de crise.

Les enfants et les jeunes victimes de la fracture entre aide humanitaire et aide au développement.

Moins de 2 % de l'aide humanitaire sont consacrés à l'éducation, le soutien arrive trop tard et il est malheureusement insuffisant pour répondre aux besoins. Le cloisonnement existant entre les secteurs de l'humanitaire, du développement et de la sécurité empêche de trouver une réponse aux défis que présentent les crises prolongées. Il ne s'agit pas d'un obstacle ponctuel étant donné qu'en moyenne, la durée de déplacement est de 17 ans². Des générations entières ne peuvent donc pas bénéficier d'une éducation complète et ininterrompue.

Faute d'éducation, les enfants et les jeunes sont exposés à des risques tels que la traite des êtres humains ou le travail et le mariage des enfants.

En période de crise, l'éducation peut offrir stabilité et protection, mais aussi la chance d'acquérir des connaissances et des compétences essentielles. Elle peut donner de l'espoir. En l'absence d'éducation, les enfants courent de nombreux risques. En période de crise, les jeunes de certaines des communautés les plus marginalisées peuvent être frustrés par le manque de possibilités et s'exposent à l'extrémisme et à la violence.

Il ne s'agit pas seulement de la souffrance des enfants et des jeunes de pays frappés par des crises, mais de celle des économies, des familles, des communautés et du monde entier.

La majorité des 35 pays touchés par une crise se trouvent dans des régions qui tirent la croissance économique mondiale. La solidité économique d'une région peut être compromise par le manque de main-d'œuvre formée et par l'instabilité née des migrations de masse et des déplacements forcés qui surviennent lorsque des familles quittent leur foyer en quête d'une éducation stable et de qualité pour leurs enfants et leurs jeunes. Les migrations et les déplacements forcés affectent fortement les pays et les régions à travers le monde, notamment au Moyen-Orient, en Amérique latine, en Afrique et en Europe. Une éducation de qualité et la possibilité d'apprendre constituent un contrepoids au désespoir et à l'abattement et à moins de rapidement faire face au problème, celui-ci va fortement empirer.

LA SOLUTION

Une solution collaborative et internationale est nécessaire, une solution qui offrira une éducation de qualité à tous les enfants et tous les jeunes, même dans les situations les plus difficiles.

L'éducation ne peut attendre : Un fonds pour l'éducation dans les situations d'urgence fait partie de la solution. Ce nouveau fonds s'appuie sur le constat que nous ne pouvons plus séparer les besoins en matière d'aide humanitaire, de

¹ Proposition de l'ODI, mai 2016

² <http://www.internal-displacement.org/globalreport2016/#home>

développement et de sécurité. Les enfants et les jeunes qui traversent des situations d'urgence nous disent qu'outre des soins, des aliments et un abri, ce qu'ils désirent le plus, c'est de pouvoir apprendre. Le fonds peut aider à offrir cette possibilité et répondre à l'un des principes fondamentaux des objectifs de développement durable : « ne laisser personne de côté et commencer avec ceux qui ont le plus de retard ».

Le fonds « L'éducation ne peut attendre » va changer la donne.

Il va lancer une approche plus collaborative du financement de l'éducation afin que certains des enfants et des jeunes les plus vulnérables puissent envisager un avenir plus serein et florissant. Le fonds va réunir des partenaires publics et privés pour augmenter l'efficacité des approches actuelles, mobiliser des financements supplémentaires, donner naissance à de nouvelles méthodes de financement et innover dans l'offre éducative dans les situations d'urgence et les crises prolongées.

Le fonds « L'éducation ne peut attendre » constitue une plate-forme pour une collaboration mondiale entre les solutions humanitaires et de développement et offrira possibilités, espoir et protection grâce à l'éducation. De nouvelles ressources, une plus grande efficacité et des

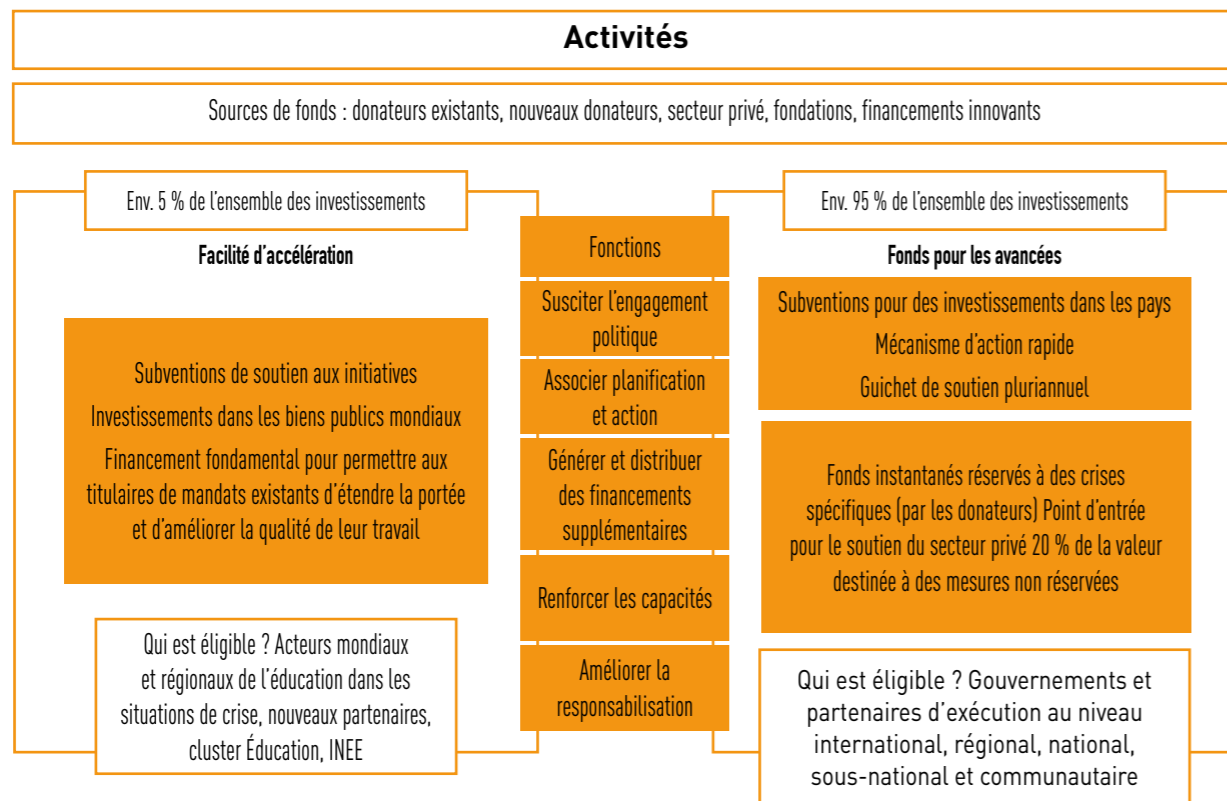
approches innovantes dans l'offre éducative dans les situations d'urgence seront possibles grâce au fonds.

- Le fonds appuiera des mesures immédiates, dès l'apparition d'une situation d'urgence. Il déterminera où se trouvent les enfants et les jeunes, mettra au point une stratégie d'éducation immédiate et établira un plan d'action.
- Immédiatement après une crise, le financement fourni permettra aux enfants et aux jeunes d'apprendre dans des espaces sûrs.
- Une fois passées les retombées directes d'une crise, le fonds servira de relais entre les efforts humanitaires et de développement grâce à des plans à long terme visant à financer et offrir une éducation ainsi qu'à renforcer les systèmes.

En résumé, le fonds « L'éducation ne peut attendre » fournira les financements et l'organisation nécessaires pour améliorer la planification, la mise en œuvre et le suivi de la réponse éducative pour les enfants et les jeunes dont les vies ont été bouleversées par des situations d'urgence et des crises prolongées. Votre soutien est capital pour que cette vision devienne une réalité. Les pages suivantes contiennent une description de :

- L'impact des crises sur l'éducation
- La solution proposée
- L'urgence d'une action immédiate

Figure 1: Comment fonctionnera le fonds « L'éducation ne peut attendre »



L'IMPACT DES CRISES SUR L'ÉDUCATION

Les conflits, les catastrophes naturelles et d'autres crises mettent en péril l'éducation de 75 millions d'enfants et de jeunes. Toutefois, les initiatives en matière d'éducation n'atteignent qu'une petite partie d'entre eux.

Pour la grande majorité des enfants et des jeunes traversant des situations d'urgence et des crises, l'éducation est au mieux interrompue et au pire jamais reçue. Près de la moitié des enfants et des jeunes affectés sont déscolarisés. De nombreux autres doivent faire face à des obstacles qui les empêchent d'apprendre, comme des classes surchargées et un enseignement de mauvaise qualité.

Faute d'éducation, les enfants et les jeunes ne reçoivent pas les outils dont ils ont besoin pour leur épanouissement.

L'éducation augmente les chances de mener une vie saine et d'obtenir un revenu plus élevé, mais aussi de vivre dans une société plus égalitaire. En un mot, l'éducation apporte aux enfants et aux jeunes les compétences et les chances de réussite dont ils ont besoin pour construire un avenir meilleur pour eux et pour leurs familles.

L'éducation ne permet pas seulement d'assurer un avenir meilleur, elle a également des effets immédiats.

L'éducation atténue les conséquences psychologiques immédiates et coûteuses à long terme des conflits et des catastrophes. Elle contribue également à protéger les enfants et les jeunes les plus vulnérables. L'éducation offre une certaine stabilité et normalité ainsi qu'un espace sûr pour apprendre et s'amuser. Sans éducation, les enfants et les jeunes courent un risque plus élevé d'être victimes de violence et d'exploitation de la part d'extrémistes, de trafiquants et de criminels.

Les groupes vulnérables et marginalisés, y compris les enfants et les jeunes qui vivent dans la pauvreté, les filles et ceux qui souffrent de handicap, sont démesurément affectés.

Les très jeunes enfants sont vulnérables face aux problèmes de santé et aux retards de développement. Les enfants en âge d'être scolarisés et les jeunes s'exposent à un mariage précoce, au recrutement dans des groupes armés et à l'exploitation. Les filles sont particulièrement désarmées puisqu'elles ont 2,5 fois plus de chances que les garçons de ne pas suivre d'éducation primaire et 9 fois plus de chances de ne pas atteindre le secondaire³.

Le nombre sans précédent d'enfants et jeunes réfugiés et déplacés internes constitue un problème particulièrement sérieux pour l'éducation.

À la fin de 2014, 60 millions de personnes avaient dû s'exiler loin de chez elles, dont plus de la moitié était âgée de 18 ans ou moins. Lorsqu'un enfant est déplacé pendant plus de six mois, la probabilité qu'il le reste pendant au moins trois ans est très élevée⁴. Toutefois, seule la moitié des réfugiés en âge d'aller à l'école primaire est scolarisée, un chiffre qui tombe à tout juste 25 % dans le secondaire⁵.

Le besoin d'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées dépasse l'offre.

En 2015, les plans d'action humanitaire recensaient près de 40 millions d'enfants et de jeunes ayant besoin d'éducation. Les appels en faveur de l'éducation n'ont concerné que 45 % des personnes nécessitant une éducation et seuls 12 % ont bénéficié d'une aide en raison du manque de financements. Non seulement l'éducation n'est que rarement prise en compte dans les plans d'urgences stratégiques des donateurs, mais elle est également absente des plans éducatifs nationaux de deux tiers des pays touchés par des crises. Les financements des donateurs s'appuient sur ces plans nationaux.

Le système n'a pas uniquement besoin de financements supplémentaires, il a également besoin de financements à plus long terme et plus prévisibles.

Il faudra toujours financer l'éducation dans le cadre d'actions humanitaires, notamment pour répondre aux besoins à court terme causés par les catastrophes naturelles et les autres situations d'urgence. Toutefois, en raison de la nature prolongée de nombreuses crises, les gouvernements et les partenaires doivent opter pour des financements prévisibles sur plusieurs années pour répondre efficacement aux besoins à long terme.

Le financement est important, tout comme la coopération.

Il faut évidemment plus d'argent, mais la collaboration est également un élément essentiel pour pouvoir proposer une éducation à grande échelle. Il est capital de trouver de meilleures solutions de coopération qui s'appuient sur les résultats les plus solides en matière de quantité et de qualité des possibilités d'apprentissage offertes aux enfants et aux jeunes.

3 Proposition de l'ODI, mai 2016

4 ODI, Education in Emergencies and Protracted Crises: Towards a Strengthened Response, 2015

5 Ibid.

LA SOLUTION

L'éducation ne peut attendre : Un fonds pour l'éducation dans les situations d'urgence fournira une éducation de façon plus efficace et permettra de nouvelles approches en matière d'investissements.

UNE VALEUR AJOUTÉE ÉVIDENTE

Le fonds « L'éducation ne peut attendre » apporte un changement primordial, novateur et attendu depuis longtemps. Il permettra à la communauté internationale d'offrir rapidement des possibilités d'apprentissage de grande qualité pour les enfants et les jeunes victimes de situations d'urgence et de crises prolongées. Les fonds collectés viendront compléter les fonds déjà consacrés à l'éducation. Les efforts du fonds aux niveaux mondial, régional et de chaque pays participeront à la coordination et aux efforts déjà en cours destinés à offrir des possibilités d'enseignement lors des situations d'urgence.

Le fonds « L'éducation ne peut attendre » :

- Fournira un financement immédiat et à moyen terme destiné à une éducation salvatrice de qualité pour les enfants et les jeunes en situation d'urgence et de crises prolongées. Son objectif est de toucher 34 millions d'enfants et de jeunes au cours des cinq premières années ;
- Complètera les appels aux dons pour toucher plus d'enfants et de jeunes ;
- Conduira et étendra des mécanismes de financement innovants ;
- Ouvrira les possibilités pour que de nouveaux donateurs investissent dans des initiatives à l'échelle mondiale, régionale ou de chaque pays profitant à un plus grand nombre d'enfants ;
- Améliorera la rentabilité des interventions éducatives grâce à une meilleure collecte et une meilleure utilisation des données et des résultats ;
- Favorisera l'investissement dans des approches bien préparées et conscientes des risques afin de contribuer à l'atténuation des conséquences des crises ;
- Encouragera les gouvernements et les agences à regarder plus loin que les besoins immédiats et à coordonner les efforts pour que les systèmes éducatifs soient plus efficaces qu'avant le déclenchement de la situation d'urgence ou de la crise prolongée ;
- Améliorera les plaidoyers politiques pour que l'éducation devienne une priorité lors des situations d'urgence et des crises prolongées ;
- Apportera des idées neuves pour répondre aux besoins éducatifs lors des situations d'urgence et des crises prolongées.

DES ACTIONS DANS CINQ SECTEURS

Le fonds « L'éducation ne peut attendre » entraînera des changements dans cinq secteurs clés qui empêchent ou limitent actuellement les réponses dans les situations d'urgence et les crises prolongées. Le fonds va :

1. Susciter l'engagement politique pour que l'éducation soit perçue par les gouvernements et les bailleurs de fonds comme une priorité en cas de crise ;
2. Planifier et agir de façon collaborative avec pour finalité principale de permettre aux acteurs de l'humanitaire et du développement de travailler ensemble vers des objectifs communs ;
3. Générer et décaisser des financements supplémentaires pour combler le déficit de financement de 8,5 milliards de dollars nécessaires pour toucher les 75 millions d'enfants et de jeunes affectés par les crises ;
4. Grâce à un investissement dans le groupe thématique (« cluster ») Éducation⁶, renforcer la capacité de réponse aux crises nationales et locales, améliorer la capacité de coordination des activités et permettre à l'enseignement d'atteindre les zones les plus difficiles d'accès ;
5. Améliorer la responsabilisation dans les systèmes humanitaires et de développement grâce au partage des connaissances et à la collecte de données plus solides pour permettre la prise de décisions d'investissement plus réfléchies.

DES OBJECTIFS AMBITIEUX ET PROGRESSIFS

En collaboration avec des partenaires des secteurs public et privé, le fonds « L'éducation ne peut attendre » permettra une augmentation progressive du nombre d'enfants et de jeunes touchés ainsi que de la qualité de l'éducation qu'ils recevront. L'objectif est d'augmenter chaque année le nombre d'enfants et de jeunes qui bénéficient d'un accès à une éducation de qualité pour passer de 1,4 million la première année à 13,6 millions la cinquième (voir Figure 2).

⁶ Le groupe thématique (« cluster ») Éducation est un forum formel ouvert destiné à favoriser la coordination et la collaboration de l'éducation lors des crises humanitaires. Le cluster Éducation regroupe des ONG, des agences des Nations Unies, des universitaires et d'autres partenaires dans le but commun de garantir une offre éducative prévisible, correctement coordonnée et équitable aux populations affectées par des crises humanitaires.

Figure 2: Objectifs en termes de bénéficiaires et de financements

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Total d'enfants et de jeunes ciblés	1 360 000	3 400 000	6 120 000	9 520 000	13 600 000
Total des financements nécessaires (USD)	153 millions d'USD	383 millions d'USD	689 millions d'USD	1 milliard d'USD	1,5 milliard d'USD

UN FONDS, DEUX MÉCANISMES

Le fonds associera les soutiens aux niveaux mondial, régional et national nécessaires pour faire face aux défis immédiats et à long terme posés par les crises. Il permettra également d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'ensemble du mécanisme d'intervention. En fonction des besoins imposés par une situation d'urgence, le fonds soutiendra l'enseignement à tous les enfants et tous les jeunes, y compris l'éducation à destination de la petite enfance, l'éducation primaire et l'éducation secondaire. Pour cela, il fera appel à deux mécanismes qui apportent un changement capital, innovant et depuis longtemps nécessaire dans la nature du soutien dont bénéficient les enfants et les jeunes lors de situations de crise :

- **La Facilité d'accélération** (5 %) fournira des « subventions de soutien aux initiatives » aux acteurs mondiaux et régionaux pour leur permettre d'accroître l'efficacité, la rentabilité et la portée des approches existantes en matière d'éducation dans les situations d'urgence.
- **Le Fonds pour les avancées** (95 %) appuiera les initiatives au niveau national entreprises par les gouvernements et les partenaires d'exécution. Conçu pour augmenter le retour

sur investissement des initiatives disposant déjà de financements, mais aussi pour permettre à différents types de donateurs de participer, il comprendra :

- **Un mécanisme d'intervention** rapide tourné vers le retour des enfants et des jeunes à l'éducation. Ce mécanisme financera des espaces d'apprentissage sûrs, des supports d'enseignement et d'apprentissage, des modèles d'action innovants et du soutien psychosocial. Il investira également dans l'amélioration de la planification des besoins à court et moyen terme.
- Un guichet pluriannuel destiné à appuyer des plans à long terme et la fourniture de possibilités d'apprentissage ainsi qu'à consolider les plans existants pour les secteurs humanitaire et éducatif en permettant une approche cohérente et coordonnée.
- Une ligne de crédit instantanée qui permet aux bailleurs non traditionnels comme le secteur privé et les philanthropes de fournir rapidement et simplement un soutien financier à un pays ou une région spécifique ou à une partie d'un plan national en s'affranchissant des procédures fastidieuses qui entravent bien souvent les actions éducatives opportunes dans les situations d'urgence.



Figure 3: Exemples d'activités du fonds

	Facilité d'accélération	Fonds pour les avancées
Susciter l'engagement politique	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir les acteurs politiques nationaux dans leur définition d'une architecture d'intervention coordonnée adaptée 	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir les efforts politiques et de collecte de fonds de chaque pays
Collaborer dans la planification et l'intervention	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les plans éducatifs pluriannuels qui incluent des estimations de coûts 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer et mettre en œuvre des plans pluriannuels de bonne qualité aux coûts chiffrés qui permettent aux enfants de retourner à l'école et dans des espaces d'enseignement sûrs Réaliser des analyses et des plans de risque et de résistance
Générer et décaisser des financements supplémentaires	<ul style="list-style-type: none"> Mettre au point et gérer des options de financement innovantes Créer des points d'entrée pour différents types de bailleurs de fonds, y compris le secteur privé et des philanthropes 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer la modélisation des coûts d'intervention au niveau des pays
Renforcer les capacités	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans des solutions technologiques pour permettre un soutien virtuel 	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans la formation des équipes d'urgence ou des unités de gestion de projet des ministères
Accroître et partager les connaissances	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la collecte, l'analyse et les outils de gestion de données Définir des boucles de rétroaction pour améliorer la prise de responsabilité 	<ul style="list-style-type: none"> Connecter les données humanitaires et les Systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)



AXÉ SUR LES RÉSULTATS

Pour garantir la rentabilité de ses investissements, le fonds « L'éducation ne peut attendre » évaluera ses réalisations au moyen d'indicateurs reflétant son objectif d'augmentation de la portée, de l'efficacité et de l'efficacité des interventions éducatives dans les situations d'urgence et les crises prolongées. Un suivi et une évaluation réguliers permettront au fonds de partager les connaissances acquises et de tirer des enseignements. Les principaux résultats que le fonds obtiendra au cours des cinq premières années d'activité sont notamment les suivants :

- 34 millions d'enfants et de jeunes bénéficiant d'une éducation de qualité d'ici à la cinquième année ;
- Au moins 3,85 milliards de dollars de fonds supplémentaires décaissés d'ici à 2020 ;
- Une augmentation significative du financement supplémentaire, prévisible et à long terme destiné à l'éducation dans les situations de crise.

GÉRÉ DE FAÇON EFFICACE ET COLLABORATIVE

Une structure de gouvernance simplifiée contribuera à l'efficacité opérationnelle. Un groupe de pilotage de haut niveau, comprenant des hauts représentants des organisations de différents secteurs, apportera l'autorité, l'audace et l'esprit de collaboration qu'il est urgent de trouver. Un

secrétariat de petite taille sera mis en place pour administrer le fonds. Ce secrétariat sera basé à l'UNICEF pendant une courte période jusqu'à ce que des dispositions d'établissement permanent soient prises.

DISPOSANT DE MOYENS DE FINANCEMENT INNOVANTS

Le financement sera obtenu auprès de bailleurs de fonds nouveaux et existants comprenant :

- Des donateurs déjà actifs dans ce domaine ;
- Des donateurs de pays qui n'ont pas jusqu'à présent directement contribué à l'aide multilatérale ;
- Des systèmes de financement associant donateurs publics et privés ;
- Les contributions et l'implication d'employés d'entreprises ;
- Le secteur des entreprises ;
- Des fondations ;
- Des institutions philanthropiques ;
- Des individus fortunés, y compris issus des diasporas ;
- Des organisations non gouvernementales internationales, y compris des groupes confessionnels ;
- Des sources de financement innovantes comme le financement participatif, le financement à impact social et les micro-taxes.

L'URGENCE D'UNE ACTION IMMÉDIATE

Clé de voûte du développement international, l'éducation doit constituer la priorité absolue. Les crises actuelles, et le prix de l'inaction, poussent l'éducation dans les situations d'urgence encore plus haut dans le classement des priorités.

Un nouvel engagement émerge en faveur d'une collaboration et d'une éducation inclusive et de qualité pour tous, y compris les enfants et les jeunes dans les situations d'urgence et de crise prolongée. Cet engagement place l'action dans une dynamique puissante. Le fonds « L'éducation ne peut attendre » présente par ailleurs une feuille de route claire pour transformer cette détermination en réalité.

ENGAGEMENTS À HAUT NIVEAU

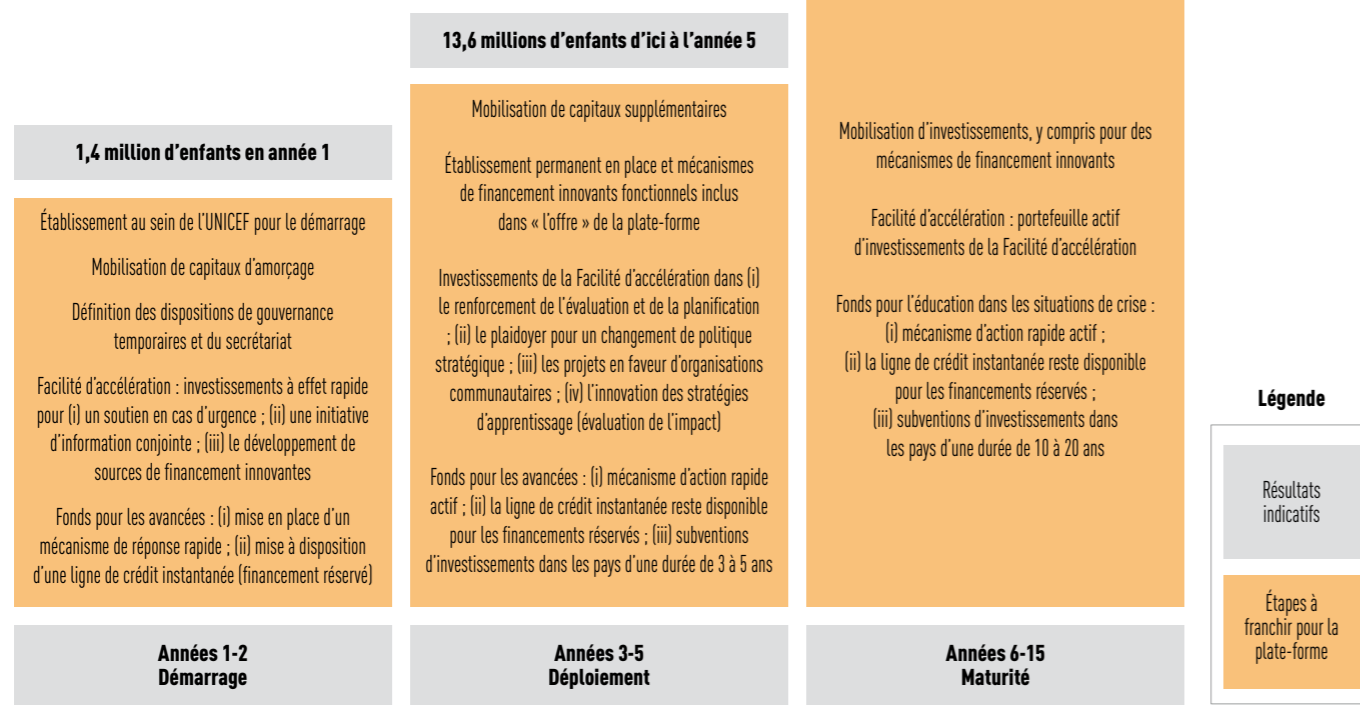
En juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution sur le droit de chacun à bénéficier d'une éducation dans les situations d'urgence qui encourageait les États Membres à faire de l'éducation un élément à part entière de leurs efforts humanitaires. Le Sommet d'Oslo sur l'éducation pour le développement de juillet 2015 a également abouti à un engagement de haut niveau à s'attaquer aux interruptions de

l'éducation dues aux situations d'urgence et aux crises prolongées.

Ces mesures répondent à l'initiative plus large de l'objectif 4 des objectifs de développement durable ratifiés en septembre 2015. Cet objectif appelle les gouvernements à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

Plus récemment, plusieurs appels ont été lancés au plus haut niveau en faveur d'une approche plus collaborative entre les efforts en matière de développement et d'humanitaire. Ainsi, le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, *Une humanité unique, une responsabilité partagée*, appelle la communauté internationale à s'unir pour résoudre ses différends, accepter les responsabilités individuelles et collectives et faire face aux défis de notre époque. Le Groupe de haut niveau sur le financement humanitaire souligne également le besoin de partage des responsabilités pour s'attaquer aux causes profondes, fournir une base de ressources plus étendue pour l'action humanitaire et améliorer l'opportunité et l'efficacité des mesures.

Figure 4: Feuille de route du fonds



UNE FEUILLE DE ROUTE CLAIRE

Le fonds « L'éducation ne peut attendre » dispose d'une feuille de route claire pour transformer ces engagements en actions concrètes afin que la communauté internationale puisse tirer le maximum de son potentiel collectif pour faire face aux défis posés par l'éducation dans les situations d'urgence.

Ce plan en trois étapes est décrit ci-dessous.

POSSIBILITÉS DE CONTRIBUTION

Le financement de l'éducation dans les situations d'urgence est un problème commun qui présente un potentiel de réussite considérable si nous

travaillons en collaboration : chaque contribution, qu'elle soit financière ou non, fera une grande différence. L'obtention de financements sera primordiale et permettra au fonds « L'éducation ne peut attendre » d'offrir la possibilité d'apprendre à des millions d'enfants en situation d'urgence et de crise prolongée. Les contributions non financières seront tout aussi précieuses pour la réussite du fonds et pour l'avenir des 75 millions d'enfants et de jeunes en âge d'être scolarisés et en situation de risque. Le fonds collaborera avec des partenaires publics et privés pour disposer des meilleures ressources et expertise disponibles et ainsi fonctionner à grande échelle et améliorer l'efficacité et l'efficacité des approches existantes. Les partenaires potentiels sont invités à exprimer leur intérêt.

SECRÉTARIAT ET COÛTS INDICATIFS POUR LA PREMIÈRE ANNÉE

Le secrétariat mis en place pour administrer le fonds fournira les compétences et les fonctions essentielles à l'obtention des résultats envisagés pour la première année du fonds et à la création d'une base de fonctionnement solide pour les cinq années suivantes. Le secrétariat sera compétent dans les domaines suivants :

- **Direction** : Le directeur du secrétariat sera responsable de l'ensemble du secrétariat, y compris de la bonne marche du mécanisme de subventions et du rayonnement auprès des partenaires nationaux et mondiaux.
- **Éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées** : Le secrétariat disposera de l'expertise nécessaire pour déterminer les solutions efficaces pour prévenir et mettre un terme à l'interruption de l'éducation et de l'apprentissage.
- **Financement innovant de l'aide humanitaire et au développement** : Le secrétariat disposera d'une compréhension approfondie des sources de financement en faveur de l'éducation au niveau de chaque pays, ce qui permettra au fonds d'apporter une valeur supplémentaire et de favoriser de meilleurs résultats. Cela comprend une expertise concernant les mécanismes de financement innovants pouvant être directement intégrés au fonctionnement du fonds au cours de ses cinq premières années d'existence.
- **Suivi et évaluation des données** : Le fonds devra rapidement faire la preuve de son impact sur les enfants et les jeunes.
- **Administration des subventions et diligence raisonnable** : Le fonds ne peut imposer des formalités superflues à des partenaires



d'exécution potentiels, mais il devra préparer et introduire un système de demandes de subventions et de rapports adapté à ses objectifs.

Le secrétariat sera temporairement situé au sein de l'UNICEF, qui a dans le passé géré avec succès de nouvelles initiatives, y compris l'Alliance pour les vaccins GAVI, UNITLIFE (un nouveau mécanisme de financement ayant recours à des micro-taxes sur les industries extractives pour augmenter les ressources allouées à la lutte contre la malnutrition en Afrique subsaharienne) et le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants. L'UNICEF est le premier acteur de l'éducation dans les situations d'urgence et le plus grand défenseur des droits des enfants. Il est actif dans plus de 190 pays, territoires et régions grâce à des programmes locaux et des comités nationaux.

Figure 5: Coûts estimés pour la première année

Fonction	Catégorie de coût	Investissement indicatif (USD)
Fonctions de base du fonds	Investissements dans la Facilité d'accélération	5 millions
	Investissements dans le Fonds pour les avancées	148 millions
	Secrétariat, y compris le personnel et l'assistance technique pour rendre le fonds opérationnel	Environ 3,8 millions (sous réserve d'un accord)



QUESTIONS FRÉQUENTES

L'ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS D'URGENCE ET LES CRISES PROLONGÉES

Pourquoi l'éducation doit-elle être une priorité lors des situations d'urgence et des crises prolongées ?

Les preuves du rôle de l'éducation dans le maintien de la vie lors des situations d'urgence et de crise prolongée sont dorénavant plus nombreuses. L'éducation est considérée comme un élément fondamental de l'action humanitaire. Compte tenu de la durée et de la complexité des crises, il est évident que l'apprentissage ne peut être suspendu jusqu'à une stabilisation de la situation : l'éducation ne peut attendre. L'incapacité à élever l'éducation au rang de priorité de l'action humanitaire risque de laisser des générations entières sans éducation, désarmées et non préparées pour participer au redressement post-crise.

CONTRIBUTION DU FONDS

Comment la Facilité d'accélération et le Fonds pour les avancées fonctionneront-ils ?

La Facilité d'accélération investira afin d'améliorer l'efficacité, la rentabilité et la portée des approches existantes en matière d'éducation dans les situations d'urgence. Elle investira également en faveur d'approches innovantes. Le Fonds pour les avancées, qui recueille la majorité des financements, soutiendra l'aide aux pays et aux régions grâce à des investissements d'action rapide et pluriannuels. Le Fonds pour les avancées contribuera aux efforts destinés à fournir un soutien plus équitable et fiable aux pays touchés par des crises et réservera une partie de ses fonds pour des interventions ciblées.

Pourquoi investir dans le fonds « L'éducation ne peut attendre » ? En quoi est-il différent des autres entités qui favorisent l'éducation dans les situations d'urgence ?

Le fonds permettra d'unifier un système fragmenté. Il sauvegardera plus efficacement les investissements humanitaires et de développement en modélisant les meilleures pratiques et en les diffusant. Il protégera les bénéfices obtenus par les partenaires éducatifs et associera les actions humanitaires et de développement pour contribuer à

atteindre les objectifs de développement à moyen et long terme.

En quoi le fonds ne déplacera-t-il pas des investissements existants en faveur de l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée ?

Les actions s'appuieront sur l'architecture existante en matière d'aide humanitaire et au développement incluant le groupe thématique Éducation et la renforceront. Les investissements appuieront des partenaires crédibles et compléteront les sources de financement de l'aide humanitaire et au développement déjà existantes. Le fonds attirera également des donateurs nouveaux et non traditionnels, ce qui contribuera à l'apport de ressources supplémentaires (politiques, techniques et financières) au bénéfice des enfants et des jeunes.

Comment le fonds garantira-t-il que les investissements sont protégés dans des environnements instables ?

La responsabilité et la transparence sont au cœur du travail du fonds. Bien que de nouvelles modalités et des partenariats étendus s'accompagnent de nouveaux risques, le fonds s'efforcera de minimiser le risque opérationnel en adoptant des principes de non-nuisance et les meilleures pratiques actuelles pour ses décisions de financement. Des investissements importants seront effectués en faveur de mécanismes de financement qui s'appuient sur la capacité, les données, le suivi innovant, une plus grande responsabilisation et les résultats. Par conséquent, le fonds poussera ses partenaires à obtenir des résultats et permettra une interruption des investissements si les objectifs principaux ne sont pas atteints.

FINANCEMENT ET SOUTIEN DU FONDS

Demandez-vous des fonds de démarrage ? Ne devrions-nous pas attendre que le fonds ait fait ses preuves avant d'investir ?

Le lancement du fonds nécessite le soutien d'un large éventail de partenaires. Une implication précoce permettra d'aider à définir la stratégie et l'approche du fonds pour qu'il atteigne ses ambitions à court et long terme.

DISPOSITIONS D'ÉTABLISSEMENT

Quel est le rôle de l'UNICEF en tant qu'établissement temporaire du fonds ?

Avant d'identifier un établissement permanent pour le fonds, l'UNICEF accueillera le Fonds. L'UNICEF a déjà accueilli des programmes de partenariat et des secrétariats qui présentaient tous des caractéristiques et des dispositions différentes en matière de gouvernance. L'UNICEF est en mesure d'accueillir rapidement le secrétariat et d'agir en tant que « dépositaire du fonds ». Le mandat de l'UNICEF, son étroite relation de travail avec les autres agences des Nations Unies et le Partenariat mondial pour l'éducation, sa capacité à attirer des financements d'une grande palette de donateurs et sa capacité à distribuer des fonds auprès d'un large éventail de bénéficiaires à l'échelle mondiale, régionale ou nationale contribueront à rendre rapidement le fonds opérationnel.

POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER : info@educationcannotwait.org



© UNICEF/UNI142239/Matas



Front cover image © UNICEF/UN014166/Sang Mooh
Image above © UNICEF/UNI156479/Noorani

L'ÉDUCATION NE PEUT ATTENDRE

EDUCATIONCANNOTWAIT.ORG
[#EDUCATIONCANNOTWAIT](https://twitter.com/EDUCATIONCANNOTWAIT)